

Strasbourg : le prof était parfait... mais il pensait mal, dehors !

écrit par Christine Tasin | 23 janvier 2019

FAITS DIVERS-JUSTICE

MERCREDI 23 JANVIER 2019

ACADÉMIE DE STRASBOURG Stupeur au lycée !

Le prof d'histoire est un cadre du Bastion social

Un lycée catholique d'Alsace a recruté sans le savoir un membre du bureau national du groupuscule d'ultradroite Bastion social.

Le chef d'établissement alsacien est tombé des nues peu avant Noël. Il reçoit un mail de parents d'élèves avec des captures d'écran montrant l'un de ses enseignants d'histoire-géo au milieu d'activistes du Bastion social. Le prof de 25 ans pose aux côtés de Steven Bissuel, alors président du groupuscule d'extrême droite, et de Valentin Linder, chef de l'antenne strasbourgeoise devenu responsable national en septembre. Il défend aussi les idées du mouvement dans des reportages où il se présente sous une autre identité.

Pour pallier l'absence d'une enseignante en congé maternité, le directeur avait consulté en début d'année scolaire la « liste des suppléants », une base de noms dans laquelle les établissements privés catholiques puisent des remplaçants. Titulaire d'une licence d'histoire, Paul Martin(*) avait occupé un premier poste dans un lycée d'Aix-en-Provence de février à juin 2018 où il avait donné entière satisfaction.

L'entretien avec le chef d'établissement alsacien se passe

« très bien ». Le remplaçant prend ses fonctions à la rentrée de la Toussaint. Rien n'alerte la communauté éducative jusqu'au courriel de décembre.

« J'ai découvert ce qu'était le Bastion social, j'ai été outré. Je lui ai demandé de démissionner vu son engagement d'extrême droite. Il a refusé », raconte le responsable du lycée, qui estime que le profil du jeune homme est incompatible avec la philosophie de l'établissement.

« Il a le droit d'avoir ses opinions »

Avec un inspecteur de l'éducation nationale – le rectorat est l'employeur dans le privé comme dans le public –, le directeur cherche comment rompre le contrat avant le terme prévu le 8 mars. « On a vérifié : si l'enseignement est fait dans les règles de neutralité, s'il n'y a pas de faits avérés [en classe], pas de dépôt de plainte, il a le droit d'avoir ses opinions. »

Après examen des cahiers et questions aux élèves, l'enquête

interne révèle que le remplaçant est dans les clous. « En troisième, il traite la Shoah comme la traiterait un autre prof, dit son patron. Il n'y a pas de reproche professionnel à lui faire. »

Le professeur sur la sellette nous a confirmé qu'il était membre du Bastion social de Strasbourg et du bureau national. Ce qui ne lui semble pas incompatible avec son métier. « Je ne mélange jamais l'enseignement et mon engagement militant, qui fait partie de ma vie privée, souligne-t-il. J'ai une formation d'historien. L'histoire, c'est l'étude des faits. Un de mes profs disait : "Si les élèves savent ce que vous pensez, c'est que vous êtes un mauvais prof". »

« Il est malin, il cache bien son jeu »

Certains ont quand même été intrigués par sa coupe de cheveux, ses tatouages et ses vêtements d'une marque identifiée comme néofasciste. « Il est sympa mais depuis qu'on le sait, on essaye de réfléchir à tout ce qu'il dit », lâche Émilie (*).

« J'ai essayé de le tester mais il

est malin, il cache bien son jeu », poursuit Jacques (*). Hormis peut-être une fois où le garçon l'a entendu évoquer les « SDF français » en cours d'éducation morale et civique (EMC). L'enseignant aurait aussi reproché à des jeunes de jurer en disant « ouallah » ou « sur La Mecque ».

Julien (*), mal à l'aise, voit de l'hypocrisie dans la posture de son prof, en contradiction avec les « valeurs d'accueil » de son lycée. « C'est pas un petit, c'est quand même un des leaders. Il peut embrigader. »

Le directeur a déjà prévenu le suppléant qu'il ne renouvellera pas son contrat après le 8 mars. Il a signalé son cas au réseau des établissements catholiques de France. Du côté du secteur public, où le jeune prof d'histoire-géo pourrait tout à fait postuler en tant que remplaçant, l'académie de Strasbourg aurait décidé de lui fermer la porte au nom de la « déontologie de l'enseignant ». ■

Charlotte DORN
et Antoine BONIN

► (*) Les identités ont été modifiées.

Voilà une histoire qui va encore nous faire sortir de nos

gonds. Histoire scandaleuse, injuste... inacceptable. La vie d'un homme est gâchée, la vie d'un homme qui était un excellent prof, qui avait la vocation (qui se perd), qui ne faisait aucun, absolument aucun prosélytisme en cours, au contraire de ce que fait une majorité de profs gauchos.

Cet homme avait donc été engagé dans une école catholique pour remplacer le professeur d'histoire-géo en congé de maternité, congé qui va jusqu'au 8 mars. Le professeur, titulaire de la licence, est dans la liste des professeurs remplaçants de l'enseignement privé dans l'Académie de Strasbourg. Il a déjà enseigné à Aix-en-Provence et a donné toute satisfaction.

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'à ce que, un peu avant Noël, le chef d'établissement reçoive un courriel de dénonciation d'un parent d'élève. Le jeune professeur, brillant, est aussi un militant politique de l'association *Bastion social*.

Bastion social est évidemment étiqueté extrême droite par la presse et les politiques. Quand on voit que *Résistance républicaine* qui défend depuis sa création les valeurs de la gauche historique est également classée par les mêmes à l'extrême-droite, on se méfie...

Ce mouvement serait une émanation du Gud, proche du mouvement italien Casapound, il se présente ainsi sur son compte twitter :

Né à Lyon de la volonté d'offrir un foyer aux Français, le *Bastion Social* est un mouvement politique, social et enraciné.

<https://twitter.com/lebastionsocial?lang=fr>

Evidemment, affirmer haut et fort que l'on défend les Français c'est grave, très grave. Cela sous-entend que l'on n'apprécie pas trop les immigrés ou du moins qu'ils ne sont pas votre souci numéro 1. Alors que toutes les associations

droidelhommistes agitent le drapeau » pro-migrants » sans parler des Français et que cela ne dérange personne.

□ Ces derniers jours, les sections du [#BastionSocial](#) ont effectuées des maraudes et distributions à destination des Français qui passeront [#Noël](#) dans la rue et des enfants à l'hôpital !

Par amour de notre peuple ! <https://t.co/76wNOPicj0pic.twitter.com/Pfln8WvBpr>

– Bastion Social □□ (@LeBastionSocial) [24 décembre 2018](#)

Je ne suis pas pour autant naïve... Ils évoquent sur leur compte twitter un entretien avec *Rivarol* la tristement célèbre revue du non moins tristement célèbre et antisémite Bourbon. On se souvient qu'un entretien de Jean-Marie Le Pen avec le même *Rivarol* avait précipité la rupture entre le père et la fille.

Il y a sans doute au *Bastion Social* comme partout des gens pas trop clairs, mais il y a de toute évidence des gens bien, qui se dévouent corps et âme aux Français et notamment aux Français en déréliction.

Et tant qu'on n'aura rien d'autre à reprocher au Bastion social qu'un entretien avec *Rivarol*... on n'aura pas grand-chose à dire. Le Bastion social ne tue pas, n'incite pas à tuer... Par contre vous pouvez être musulman, fréquenter les mosquées où on vous incite à tuer juifs, chrétiens et mécréants, ça ne dérange personne, en France. Et ça ne vous empêche pas d'obtenir des postes d'enseignant et d'enseigner même si votre français est quelque peu incompréhensible...

Mais voilà, pour le chef d'établissement du lycée, c'est inacceptable, c'est une tache sur son lycée... Et voici ce proviseur et le rectorat (qui paie les professeurs du privé sous contrat et a donc son mot à dire) qui font des pieds et des mains pour mettre l'enseignant à la porte. Impossible, il

est protégé par son contrat et il n'a pas commis la moindre petite faute professionnelle...Il refuse de démissionner comme on le lui demande, et il a raison.

Alors ils le gardent jusqu'au 8 mars, contraints et forcés, mais engageront ensuite un autre enseignant, peut-être moins compétent, peut-être moins consciencieux... pour poursuivre le congé du professeur en titre si besoin.

Cerise sur le gâteau, cet enseignant est rayé de la liste des professeurs suppléants dans l'Académie de Strasbourg. Ce qui revient à le rayer dans toutes les listes de France et donc à l'obliger à changer de métier.

Au nom de la déontologie de l'enseignant.

Justement, la déontologie de l'enseignant, il la respecte, ô combien... Ils n'ont pas réussi à trouver le moindre témoignage de prosélytisme.

A Strasbourg, au Ministère de l'Education de Blanquer, dans l'école de Macron, la déontologie a changé de sens. Dorénavant, avoir de la déontologie c'est s'interdire tout engagement citoyen, politique ou associatif qui ne soit pas politiquement correct.

C'est une violation grave de notre Constitution. J'espère que cet enseignant dont on ignore le nom est bien conseillé, ou bien qu'il nous lira, il doit absolument mettre le Rectorat (et le Ministère ?) au tribunal administratif. Il ne peut accepter d'être rayé des listes de suppléants pour ses engagements politiques, il doit obtenir des dédommagements. Je ne parle pas de réintégration, il serait de toute façon mis de côté.

Il faut que cette affaire fasse du bruit, il faut qu'elle soit relayée au maximum sur les réseaux sociaux. C'est la liberté d'expression de chacun qui est en jeu dans la dictature macronienne.

Dans l'immédiat, si ce professeur veut continuer à enseigner, sa seule porte de sortie possible est de passer le Capes, pour aller dans l'enseignement public. Il faut qu'il s'inscrive en master éducation et qu'il passe ensuite le capes. Mais il faut réussir à vivre sans travailler pendant le temps de formation... Pas évident.

Cette affaire est absolument inacceptable dans la patrie de Voltaire.

Faudra-t-il, dorénavant, cesser tout engagement politique qui soit contraire à Macron et/aux gauchos pour espérer pouvoir enseigner ? Pour espérer devenir fonctionnaire ?

On sait que dans le privé ce n'est pas mieux, puisque les gauchos ont réussi à faire perdre son emploi à la banque au jeune Identitaire qui avait mené l'action pacifique au col de l'Echelle.

C'est la mort professionnelle, c'est la mort sociale qui menace ceux qui ne partagent pas le politiquement correct, dans une France où 11 millions (une paille !) de citoyens ont voté Marine...

Et Macron se frotte les mains, en ajoute une couche à chaque intervention, fustigeant « l'extrême droite » pour mieux soutenir, excuser et protéger les délinquants immigrés...fussent-ils « radicalisés » et même terroristes. On se souvient qu'après le Bataclan il avait osé :

« On a laissé s'installer de l'exclusion. Je ne dis pas que l'exclusion explique, je dis qu'elle est là. Ces jeunes qui se radicalisent, ce sont des jeunes qui parfois ont perdu le lien familial, qui parfois n'avaient plus d'espoir social »,

<http://resistancerepublicaine.com/2015/12/01/une-fois-de-plus-lignoble-macron-accuse-la-france-detre-responsable-de-la-radicalisation-des-terroristes-musulmans/>

Cela ne peut plus durer.

Oui, ça va péter.

ACADÉMIE DE STRASBOURG Stupeur au lycée !

Le prof d'histoire est un cadre du Bastion social

Un lycée catholique d'Alsace a recruté sans le savoir un membre du bureau national du groupuscule d'ultradroite Bastion social.

Le chef d'établissement alsacien est tombé des nues peu avant Noël. Il reçoit un mail de parents d'élèves avec des captures d'écran montrant l'un de ses enseignants d'histoire-géo au milieu d'activistes du Bastion social. Le prof de 25 ans pose aux côtés de Steven Bissuel, alors président du groupuscule d'extrême droite, et de Valentin Linder, chef de l'antenne strasbourgeoise devenu responsable national en septembre. Il défend aussi les idées du mouvement dans des reportages où il se présente sous une autre identité.

Pour pallier l'absence d'une enseignante en congé maternité, le directeur avait consulté en début d'année scolaire la « liste des suppléants », une base de noms dans laquelle les établissements privés catholiques puisent des remplaçants. Titulaire d'une licence d'histoire, Paul Martin(*) avait occupé un premier poste dans un lycée d'Aix-en-Provence de février à juin 2018 où il avait donné entière satisfaction.

L'entretien avec le chef d'établissement alsacien se passe

« très bien ». Le remplaçant prend ses fonctions à la rentrée de la Toussaint. Rien n'alerte la communauté éducative jusqu'au courriel de décembre.

« J'ai découvert ce qu'était le Bastion social, j'ai été outré. Je lui ai demandé de démissionner vu son engagement d'extrême droite. Il a refusé », raconte le responsable du lycée, qui estime que le profil du jeune homme est incompatible avec la philosophie de l'établissement.

« Il a le droit d'avoir ses opinions »

Avec un inspecteur de l'Éducation nationale – le rectorat est l'employeur dans le privé comme dans le public –, le directeur cherche comment rompre le contrat avant le terme prévu le 8 mars. « On a vérifié : si l'enseignement est fait dans les règles de neutralité, s'il n'y a pas de faits avérés [en classe], pas de dépôt de plainte, il a le droit d'avoir ses opinions. »

Après examen des cahiers et questions aux élèves, l'enquête

interne révèle que le remplaçant est dans les clous. « En troisième, il traite la Shoah comme la traiterait un autre prof, dit son patron. Il n'y a pas de reproche professionnel à lui faire. »

Le professeur sur la sellette nous a confirmé qu'il était membre du Bastion social de Strasbourg et du bureau national. Ce qui ne lui semble pas incompatible avec son métier. « Je ne mélange jamais l'enseignement et mon engagement militant, qui fait partie de ma vie privée, souligne-t-il. J'ai une formation d'historien. L'histoire, c'est l'étude des faits. Un de mes profs disait : "Si les élèves savent ce que vous pensez, c'est que vous êtes un mauvais prof". »

« Il est malin, il cache bien son jeu »

Certains ont quand même été intrigués par sa coupe de cheveux, ses tatouages et ses vêtements d'une marque identifiée comme néofasciste. « Il est sympa mais depuis qu'on le sait, on essaye de réfléchir à tout ce qu'il dit », lâche Émilie(*).

« J'ai essayé de le tester mais il

est malin, il cache bien son jeu », poursuit Jacques(*). Hormis peut-être une fois où le garçon l'a entendu évoquer les « SDF français » en cours d'éducation morale et civique (EMC). L'enseignant aurait aussi reproché à des jeunes de jurer en disant « ouallah » ou « sur La Mecque ».

Julien(*), mal à l'aise, voit de l'hypocrisie dans la posture de son prof, en contradiction avec les « valeurs d'accueil » de son lycée. « C'est pas un petit, c'est quand même un des leaders. Il peut embrigader. »

Le directeur a déjà prévenu le suppléant qu'il ne renouvellera pas son contrat après le 8 mars. Il a signalé son cas au réseau des établissements catholiques de France. Du côté du secteur public, où le jeune prof d'histoire-géo pourrait tout à fait postuler en tant que remplaçant, l'académie de Strasbourg aurait décidé de lui fermer la porte au nom de la « déontologie de l'enseignant ». ■

Charlotte DORN
et Antoine BONIN

► (*) Les identités ont été modifiées.